

Numérisation et transformation digitale du secteur public

Les solutions d'Oracle Corporation pour l'administration gabonaise

Josiane MBANG NGUEMA
Libreville/Gabon

L'ENTREPRISE américaine spécialisée dans la fourniture des applications numériques et logiciels d'entreprise, Oracle Corporation, a présenté, mardi dernier, à Libreville, des solutions permettant de contribuer de manière efficace à la numérisation et à la transformation digitale des administrations gabonaises. C'était au cours d'un atelier organisé par l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf), dans le cadre du premier forum d'échanges et de partage entre les Directions centrales des systèmes d'information (DCSI). Lors de son exposé, le directeur régional d'Oracle Corporation, Patrick Etonde Ekoto, a expliqué l'importance de moderniser l'administration gabonaise, tout en démontrant comment l'expertise de

son entreprise va concourir à la vulgarisation de la transformation digitale dans le secteur public, notamment dans les domaines de la finance publique, la santé, l'éducation, la police, la justice et les e-services. M. Etonde Ekoto a indiqué que la numérisation et la transformation digitale du secteur public nécessite la fourniture des solutions pérennes, robustes et évolutives qui seront appuyées par une assistance technique quotidienne. Oracle Corporation se propose donc de soumettre au service de l'administration gabonaise trois produits phares : Oracle Database 9 (un système de gestion de base de données), Oracle Weblogic Server (un serveur d'applications) et Oracle E-Business Suite (un progiciel de gestion intégrée). Des applications qui, selon le directeur régional de l'entreprise américaine, ont la capacité de fournir aux administrations et autres structures, d'effectuer environ 23 milliards de transactions numériques



Le directeur régional d'Oracle Corporation, Patrick Etonde Ekoto, lors de sa présentation.



Invités et officiels lors de l'ouverture des travaux.

par jour, en plus de s'arrimer à la forte digitalisation.

En plus des ateliers thématiques, la deuxième partie de cette rencontre a essen-

tiellement porté sur les échanges entre les acteurs du numérique de l'admini-

stration gabonaise dont les DCSI, autour de la problématique concernant la satisfaction de l'utilisateur. A noter que l'entreprise américaine Oracle Corporation aide au quotidien les gouvernements à saisir les opportunités offertes par les mutations digitales dans de multiples domaines tels que la gestion intégrée des finances, la gestion des ressources humaines, l'amélioration du service au citoyen et la mise en place des projets innovants.

Travail et Emploi

Le ministre à la recherche de solutions optimales

I.M'B.
Libreville/Gabon



Le ministre du Travail et de l'Emploi, Julien Nkoghe Bekale, dans une administration sous tutelle.

LES deux derniers jours de la semaine écoulée, le ministre du Travail, Julien Nkoghe Bekale, s'est penché sur la manière d'accroître la motivation et la productivité de ses collaborateurs sur les dossiers de l'emploi. La disparité des différentes administrations sous tutelle, ainsi que l'ergonomie ont été ses principales préoccupations. En effet, le ministère du Travail et de l'Emploi conduit des projets importants pour l'employabilité des jeunes et l'offre de travail de qualité pour les entreprises. Aussi, estime-t-il que l'efficacité des politiques sectorielles d'insertion et de réinsertion professionnelles des jeunes, par exemple, dépendent de la capacité du personnel de son ministère à travailler de manière efficace. Les administrations du ministère du Travail et de la Formation professionnelle étant interdépendantes, mais éparpillées à travers la capitale, Julien Nkoghe Bekale a voulu que les hauts cadres de son ad-

ministration y consacrent une réflexion profonde, surtout pour ce qui est de la transmission des instructions et la remontée d'informations. Mais aussi, des conditions de travail des techniciens y exerçant. Les visites qu'il a effectuées, jeudi et vendredi derniers, dans les différents sites où sont logés ses administrations ont eu donc pour objectifs de collecter des arguments techniques semblables à des grains de bonne qualité à verser au moulin de cette réflexion. Par ailleurs, attaché à la mission d'insérer plus de jeunes, il a invité ses collaborateurs à avoir une large vue des problématiques de l'emploi et du marché du travail.




COMMUNIQUÉ AUX EMPLOYEURS

La Direction Générale de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS), rappelle à l'ensemble des employeurs que **l'Appel à cotisation pour le compte du 3ème trimestre 2018 a été lancé depuis le 14 septembre.**

A cet effet, la Caisse informe les employeurs n'ayant pas encore procédé au dépôt de leur Déclaration Trimestrielle de Salaires (DTS), et à ceux n'ayant pas déclaré ni payé leur DTS, de bien vouloir régulariser leur situation avant le **31 Octobre 2018.**

Passé ce délai, ils se verront appliquer des pénalités de retard conformément aux dispositions des articles **44 et 47 de l'ordonnance n°0022/PR/2007 du 21 août 2007.**

Par ailleurs, nous rappelons aux employeurs que le recouvrement des cotisations sociales liées à l'assurance maladie est assuré par la CNAMGS depuis le 3ème trimestre 2015.

Aussi, nous invitons les cotisants à se rapprocher de la Direction du Recouvrement et du Contentieux (DRC), située au quartier Glass (**entre la station Oil Libya et l'immeuble Hassan Hejeij**).

Les employeurs de l'intérieur du pays sont priés de se rendre dans les délégations provinciales CNAMGS de leur localité respective.

Les taux de cotisations sont les suivants :

Fonds	Taux de Cotisation Employeur	Taux de cotisation Employé	Assiette des cotisations	Plafond (par mois)
Secteur Public	5%	2,5%	IRPP	2.500.000 F CFA
Secteur Privé et Parapublic	4,1%	2%		



www.cnamgs.gv

Fait à Libreville, le 18 octobre 2018

Le Directeur Général



Renaud ALLOGHO AKOUE



Echangez avec nous sur
facebook/cnamgs



Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale

La solidarité a un sens

